

Publications économiques et financières



Conjoncture financière

311 / Septembre 2020

IMPACT DE LA CRISE DE LA COVID-19 SUR LA SITUATION FINANCIÈRE DES MÉNAGES ET DES ENTREPRISES

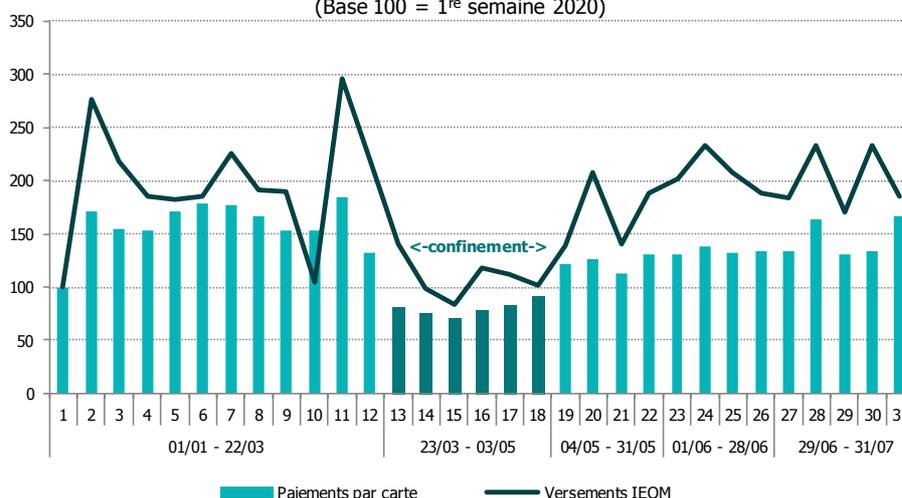
ACCÉLÉRATION DES OCTROIS DE PGE EN JUILLET

En Polynésie française, le mois de juillet a été marqué par la reprise des vols commerciaux, tout d'abord vers la France métropolitaine, puis généralisée, suite à la réouverture des frontières. Mais les touristes sont peu nombreux, seulement 9 000¹, soit trois fois moins que l'année précédente à la même période.

La demande interne, en revanche, est plus dynamique, soutenue par les différents dispositifs mis en place par les pouvoirs publics (revenus de substitution pour les salariés et les patentés, reports d'échéances bancaires et sur les prélèvements obligatoires, prêts garantis pour sécuriser la trésorerie des entreprises).

Le rebond de la consommation des ménages polynésiens depuis la sortie du confinement se poursuit, illustré par l'accélération de la production de crédits à la consommation, +13 % sur le mois de juillet, après +23 % en juin, et l'augmentation des paiements par carte de 13 % par rapport à mai-juin.

Paiements par carte et versements IEOM/semaine en 2020
(Base 100 = 1^{re} semaine 2020)



Sources : IEOM - OSB

De l'analyse des données des banques locales à fin juillet (encours de dépôts et de crédits, production de crédit), il ressort que sur le mois :

- les **ménages** ont dégagé un surplus d'épargne bancaire de 1,1 milliard de F CFP tandis que leur endettement brut progressait de 0,9 milliard ;
- le déploiement des prêts garantis par l'État² a généré une hausse concomitante des crédits aux **entreprises** (+14,2 milliards de F CFP) et de leurs dépôts (+16,9 milliards de F CFP).

¹ Données du ministère du tourisme pour la période 15/07-17/08.

² Prêt consenti par les banques aux entreprises de toutes tailles, quelle que soit leur forme juridique (hors sociétés civiles immobilières, établissements de crédit et sociétés de financement) dont le montant ne peut excéder trois mois de chiffre d'affaires, ou deux ans de masse salariale pour les entreprises nouvelles ou innovantes. Destiné à soutenir la trésorerie des entreprises, il bénéficie d'une garantie de l'État à hauteur de 90 %, 70 % ou 80 % si l'entreprise emploie plus de 5 000 salariés ou réalise un chiffre d'affaires supérieur à 1,5 milliard d'euros soit 179 milliards de F CFP.

Les dépôts et l'endettement des ménages

La **croissance des dépôts à vue des ménages** entre juin et juillet correspond à la moyenne observée sur les trois dernières années. Elle est notamment entretenue par les mouvements d'arbitrage au détriment des dépôts à terme, suspendus avec la crise Covid-19, et qui retrouvent leur tendance antérieure.

Le **surplus de dépôts bancaires**, +1,1 milliard de F CFP en juillet comme en juin, est cependant légèrement inférieur à celui de la moyenne des trois dernières années (1,3 milliard de F CFP). La perception des aides publiques de revenus de substitution, surtout dans les secteurs non encore pleinement opérationnels (tourisme, transports...), ainsi qu'une plus forte propension à consommer (le flux de crédits à la consommation est deux fois plus important en juin et juillet qu'avant la pandémie) conduisent les ménages à moins épargner.

Dépôts et crédits bancaires des ménages

Flux mensuels non cvs en millions de F CFP	Encours			Flux				Moyenne janv-17/févr-20
	févr-20	juin-20	juil-20	avr-20	mai-20	juin-20	juil-20	
Dépôts bancaires	309 269	321 911	322 981	6 007	3 605	1 076	1 070	1 251
Dépôts à vue	104 196	113 970	114 737	3 757	4 248	-477	766	796
Dépôts rémunérés	205 074	207 941	208 244	2 251	-642	1 553	303	455
Crédits bancaires bruts dont :	292 552	292 446	293 380	-1 646	-142	1 182	934	832
Consommation (hors crédit-bail)	69 676	67 746	67 929	-1 364	-606	177	184	109
Habitat	190 476	192 575	193 671	-350	975	874	1 095	826
Autres	22 094	21 694	21 622	-89	-203	-88	-72	155

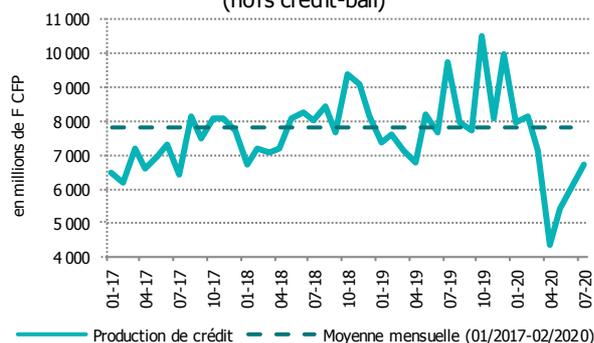
Source : IEOM

La production de crédit poursuit sa hausse en juillet, 6,7 milliards de F CFP, après 6,1 milliards en juin (5,4 milliards de F CFP en mai et 4,3 en avril), mais reste en deçà de son niveau pré-Covid (-13,9 %).

Le **flux de dettes des ménages** augmente de 0,9 milliard de F CFP en juillet, à un rythme similaire à celui des trois dernières années (+0,8 milliard de F CFP).

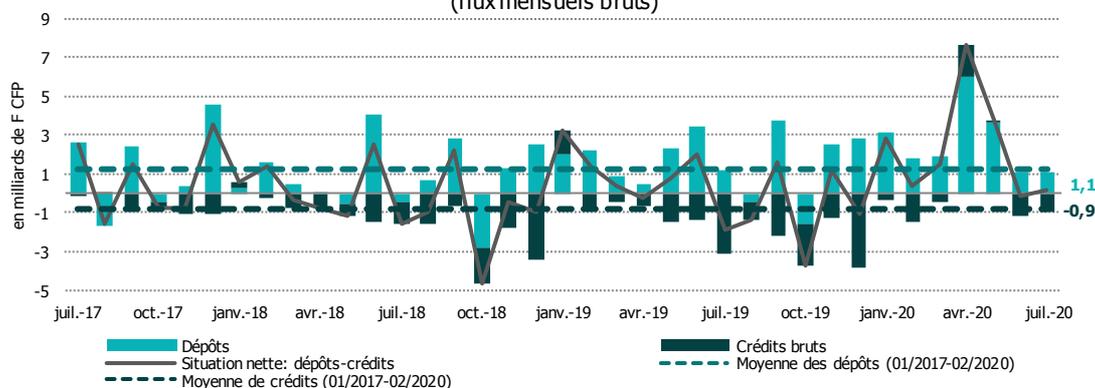
En termes nets¹, **l'épargne financière des ménages se stabilise sur le mois de juillet** (+0,1 milliard de F CFP), mais en cumul sur les sept premiers mois de l'année, elle s'élève à 16 milliards de F CFP (5,8 milliards de F CFP entre janvier et juillet 2019). Aussi, les risques de dégradation de l'emploi incitent les ménages à conserver des ressources de précaution.

Production de crédit aux particuliers (hors crédit-bail)



Source : IEOM

Dépôts et crédits des particuliers (flux mensuels bruts)



Source : IEOM

Note de lecture : Pour une meilleure lecture, les flux de dépôts sont situés au-dessus de l'axe des abscisses et le flux net de crédit en dessous de l'axe. Un flux net de crédit « négatif » correspond ainsi à une augmentation de l'endettement net.

¹ Dépôts - crédits bruts.

Les dépôts et l'endettement des entreprises

Sur l'année, l'endettement bancaire brut des entreprises s'accroît de 39,3 milliards de F CFP (+9,3 milliards de F CFP sur les 7 premiers mois de 2019), entraîné par l'octroi de PGE aux entreprises qui y ont fait appel. Depuis le mois d'avril, 628 ont pu en bénéficier, pour un montant total accordé de 38,5 milliards de F CFP¹.

La production de crédits de trésorerie atteint 15,1 milliards de F CFP sur les sept premiers mois de l'année (2 milliards de F CFP un an plus tôt), tandis que celle de crédits à l'équipement se contracte singulièrement (4,7 milliards de F CFP contre 8,4 milliards de janvier à juillet 2019).

Parallèlement, les dépôts des entreprises progressent de 35 milliards de F CFP de janvier à juillet (+8,9 milliards un an auparavant). L'évolution concerne surtout leurs dépôts à vue, +19,5 milliards de F CFP en juillet, après +10,5 milliards en juin, où sont versés les fonds attribués dans le cadre des PGE.

Ils sont également alimentés par la contraction des dépôts rémunérés, -2,9 milliards de F CFP en juillet, les entreprises puisant dans leur épargne pour financer leur trésorerie.

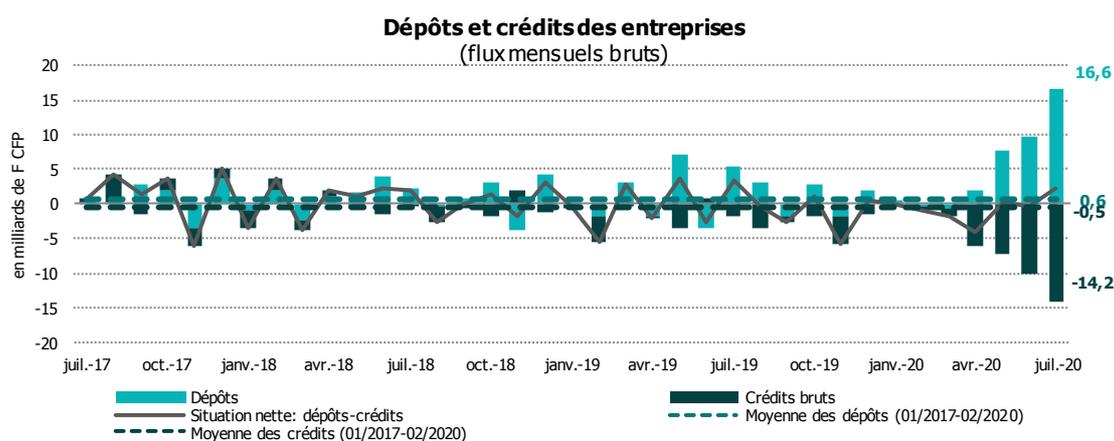
Dépôts et crédits bancaires des entreprises

flux mensuels non cvs en millions de F CFP	Encours			Flux				Moyenne janv-17/févr-20
	févr-20	juin-20	juil-20	avr-20	mai-20	juin-20	juil-20	
Dépôts bancaires	178 648	197 084	213 692	1 835	7 643	9 586	16 609	620
Dépôts à vue	133 031	152 679	172 191	1 513	8 040	10 502	19 511	812
Dépôts rémunérés	45 617	44 404	41 502	322	-397	-916	-2 902	-192
Crédits bancaires bruts dont :	205 964	230 493	244 724	6 026	7 320	10 070	14 230	540
Crédits d'exploitation	74 012	94 205	106 982	4 472	6 299	9 410	12 777	353
Crédits à l'investissement (hors crédit-bail)	113 972	116 618	118 193	345	788	1 036	1 575	722
Autres crédits	4 120	4 026	4 030	26	-28	10	4	23

Source : IEOM

Sur le mois, la progression conjointe des crédits et des dépôts des entreprises depuis la survenance de la Covid-19 induit une situation nette positive (dépôts-crédits) de 2,4 milliards de F CFP, qui devrait être transitoire car découlant de la distribution des PGE.

En cumul sur l'année, l'endettement bancaire net² des entreprises progresse de 4,6 milliards de F CFP.



Note de lecture : Pour une meilleure lecture, les flux de dépôts sont situés au-dessus de l'axe des abscisses et le flux net de crédit en dessous de l'axe. Un flux net de crédit « négatif » correspond ainsi à une augmentation de l'endettement net.

¹ PGE accordés et non nécessairement décaissés : 4,3 milliards de F CFP en avril, 9,8 en mai, 12,5 en juin et 11,8 en juillet.

² Crédits bruts – dépôts.